



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
3 Septembre 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	28 Août 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	5 Septembre 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Yolande GIROUX, M. Henri NOËL, Mme Magali TREMORIN, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE

Absents non excusés : M. Bertrand HIGNARD, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET,

Pouvoirs : Mme GIROUX à M. LE BESCO ; M. NOEL à M. HAMELIN ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme SAUVÉE à Mme BEAUDOUIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-137) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-138) Adoption du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées concernant la piscine de Combours
- 12-139) Demande de dissolution du Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combours (SIGeP)
- 12-140) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique, Elargissement de la compétence Environnement
- 12-141) Convention Ville/Association Centre Culturel et de Loisirs – Avenant n° 3
- 12-142) Mise à disposition des salles du bâtiment, situé Place Piquette, à d'autres organismes
- 12-143) Dématérialisation de la paye – convention tripartite avec la Trésorerie de Tinténiac et la Chambre Régionale des Comptes
- 12-144) Relocalisation de la Brigade ferroviaire – Choix du prestataire
- 12-145) Extension de l'école maternelle – Attribution des marchés de travaux
- 12-146) Matériel de transport cantine – Acquisition d'un véhicule neuf et reprise de l'ancien
- 12-147) Service d'accueil de la Petite Enfance – Subvention du Département concernant le fonctionnement
- 12-148) Adhésion de nouvelles communes et de la Communauté de Communes du Pays d'Evran au Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon
- 12-149) SMICTOM – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Exercice 2011

12-137) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 4 Juillet 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-138) ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFERES CONCERNANT LA PISCINE DE COMBOURG

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier recommandé reçu le 6 Juin 2012, la Communauté de Communes a transmis le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui s'est réunie le 29 Mai 2012 pour statuer sur le transfert de la Piscine de Combours.

Afin de valider le montant de la charge financière nette transférée à la Communauté de Communes, il est nécessaire que les conseils municipaux des communes membres délibèrent en ce sens, à la majorité qualifiée, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du courrier de la Communauté de Communes.

Par décision du 27 septembre 2007 et arrêté préfectoral du 5 août 2008, le conseil communautaire a modifié les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique par délibération n°102.2007 à travers le transfert de la compétence suivante à la communauté de communes : **«Relève de l'intérêt communautaire la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs à vocation unique, à savoir spécialisés dans une seule discipline sportive.»**

A ce titre, et conformément à la réglementation, il est nécessaire de procéder au transfert de la Piscine gérée par le SIGEP, sise Allée des Primevères 35 270 COMBOURG.

Dans le cadre d'un transfert de compétence et compte tenu du Régime Fiscal de la communauté de communes en ex-TPU, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit procéder à l'évaluation du montant des charges financières transférées par les communes à la communauté de communes.

A ce titre, la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie le 29 mai 2012 et a adopté, à l'unanimité, le rapport joint à la note explicative de synthèse.

Les coûts des charges transférées corrigeront le montant des attributions de compensation des communes membres de la communauté de communes.

Une fois adopté au sein de la CLECT, le rapport validé par cette dernière doit être obligatoirement soumis aux conseils municipaux des communes membres de l'EPCI pour validation.

Monsieur LE BESCO soumet donc au Conseil Municipal le rapport établi par la Commission Locale d'Evaluation des charges transférées en ce qui concerne la piscine de Combours.

Entendu l'exposé de Monsieur Le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Considérant que le rapport d'évaluation du transfert des charges a été établi dans un contexte imprécis sur les aménagements de l'équipement et leur financement
- Considérant que la méthode utilisée pour procéder à l'évaluation prévisionnelle des charges transférées, à savoir :
 1. Prise en compte de la participation des communes adhérentes au syndicat
 2. Etablissement de la moyenne des participations des communes sur les 5 derniers exercices budgétaires 2008-2012
 3. Rappel des règles des contributions des communes adhérentes au syndicat
 - La base de contribution annuelle de la commune de Combours est fixée à 47 % du solde des recettes nécessaires à l'équilibre du budget de fonctionnement
 - La contribution des autres communes adhérentes (53 %) est répartie au prorata du nombre d'habitants

Est totalement inéquitable (coût à l'habitant pour 5 communes non adhérentes au SIGeP mais faisant partie de la CCBP : 0 € ; pour 18 communes : 4,71 € ; pour la commune de Combours : 21,42 €)

- Considérant qu'après des pourparlers, les représentants de la Communauté ont décidé de figer cette règle et de n'envisager une clause de revoyure que dans un délai de 7 ans
- Considérant que ce principe de règle de transfert a aussi été dénoncé par plusieurs communes membres pour le transfert d'autres structures sportives,
- Considérant que la collaboration financière avec les communes hors Communauté de Communes, mais adhérentes au SIGeP, n'est, à ce jour, toujours pas établie ou n'apparaît pas au dossier,
- Considérant qu'un courrier émanant de la Communauté de Communes, en date du 27 Juillet 2012, concernant la situation financière du SIGeP, est erroné quant aux actifs et aux résultats de ce syndicat,
- **DECIDE de refuser** les conditions de transfert découlant du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 29 mai 2012

ainsi que les montants des charges transférées par les communes à la communauté de communes au titre du transfert de la piscine.

12-139) DEMANDE DE DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION DE LA PISCINE DE COMBOURG (SIGeP)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier recommandé reçu le 6 Juin 2012, la Communauté de Communes demande aux communes membres du Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combours (SIGeP) de soumettre à leur Conseil Municipal la dissolution du SIGeP.

Conformément à l'article L 5212-33-a, 2^e paragraphe du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire que cette demande soit présentée par la majorité des conseils municipaux des communes du syndicat.

Après délibération des communes, le Comité Syndical prendra acte de la demande de dissolution et sera saisi par le Préfet pour délibérer sur la répartition de l'actif et du passif et statuer sur les conditions de liquidation du syndicat.

Le Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combours (SIGEP) a **été créé le 22 novembre 1993**. Le syndicat est administré par un comité constitué conformément aux dispositions des articles L 5212-6 et suivants du code général des collectivités territoriales et a pour objet :

- La rénovation de la piscine de Combours et son entretien,
- La gestion courante de la piscine (gestion du personnel et gestion matérielle)
- L'extension possible de la piscine

Le SIGEP regroupe les 26 communes suivantes : Bonnemain, Combours, Cuguen, Dingé, Guipel, Hédé, La Chapelle aux Filtzméens, Langan, Langouët, Lanhélin, Lanrigan, Le Tronchet, Lourmais, Meillac, Montreuil sur Ille, Plesder, Pleugueneuc, Québriac, St Briec des Iffs, St Domineuc, St Symphorien, St Leger des Prés, St Pierre de Plesguen, Tinténiac, Trémeheuc et Tressé.

Par décision du 27 septembre 2007 et arrêté préfectoral du 5 août 2008, le conseil communautaire et les communes membres ont modifié les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique à travers le transfert de la compétence suivante à la communauté de communes : **«Relève de l'intérêt communautaire la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs à vocation unique, à savoir spécialisés dans une seule discipline sportive.»**

Aujourd'hui, la Communauté de Communes Bretagne Romantique demande à chaque commune de se prononcer sur la dissolution du syndicat de gestion pour :

- Procéder au transfert de la piscine selon la compétence mentionnée ci-dessus ;
- Se conformer à La Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales qui a confirmé l'objectif de simplification et de clarification du paysage institutionnel à travers, notamment, l'intégration de syndicats inclus dans le périmètre de la communauté de communes Bretagne Romantique, notamment le SIGEP ;
- Engager et réaliser un programme de modernisation et d'agrandissement de la piscine à Combours afin d'offrir un service public mieux adapté aux attentes et aux besoins de la population ;
- Permettre à la Communauté de Communes Bretagne Romantique de réaliser les travaux d'agrandissement et de restructuration de la piscine, conformément à la délibération n°A-15-2012 du conseil communautaire en date du 8 mars 2012 créant le Programme Pluriannuel d'Investissement N°11 « Piscine » pour lequel le conseil a voté 4 millions d'euros de crédits budgétaires en AP/CP sur la période 2012-2016 ;
- Poursuivre la collaboration avec les communes adhérentes au SIGEP hors périmètre de la communauté de communes Bretagne Romantique à travers l'article L.5221-1 du CGCT et selon la modification statutaire délibérée en conseil du 29 mars 2012 afin d'ajouter aux statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique la compétence : « *Prestations de services aux communes* ».

Monsieur LE BESCO demande donc au Conseil Municipal de se prononcer sur la dissolution du SIGEP.

Entendu l'exposé de Monsieur Le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Considérant qu'un consensus financier n'a pas abouti sur le transfert des charges entre la CCBR et la Commune (voir délibération n° 12-138 en date du 3 Septembre 2012)

- Considérant que la Commune de COMBOURG propriétaire de l'équipement, n'entend pas le céder tant que la situation n'a pas évolué,

- **DECIDE de refuser** la dissolution du SIGEP
- **DECIDE de maintenir** la structure et sa gestion en l'état actuel (par le Comité syndical du SIGEP) dans l'attente d'une lisibilité accrue du dossier à propos du financement du projet et d'une évolution du transfert de charges tendant vers une participation financière des communes membres plus équitable.

12-140) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – ELARGISSEMENT DE LA COMPETENCE ENVIRONNEMENT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Communautaire, par délibération n°A-59-2012, du 24 mai 2012, a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de communes afin d'élargir son champ de compétences Environnement à travers l'intérêt communautaire suivant : **« production et distribution de chaleur : création, gestion et exploitation d'un réseau de chaleur utilisant le combustible biomasse ».**

Par courrier recommandé, reçu le 13 Juin 2012, la Communauté de Communes demande à ce que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans un délai de trois mois à compter de la réception du courrier.

Ce projet s'inscrit dans le prolongement de l'étude préliminaire d'une filière Bois-Energie locale sur la Communauté de communes menée par Mr Marc THERY en Septembre-Octobre 2009.

Cette étude a fait apparaître une ressource globale annuelle de 10 000 tonnes sur le plan local dont 1500 tonnes facilement et immédiatement mobilisables. La chaufferie dont il est question ci-après requiert un approvisionnement annuel de l'ordre de 1700 tonnes à l'année.

L'étude de réalisation a été menée par le Bureau « Conseil, ingénierie et développement durable » **INDDIGO** de Nantes sous la conduite d'un comité de pilotage qui rassemblait toutes les parties prenantes du Projet : Région, Conseil général, SIGEP, CPSA, commune de Combours et communauté de communes Bretagne Romantique.

Données générales du Projet :

- Le projet de Chaufferie bois est, en soi, **un Projet de territoire** : il participe au développement local (ressources, emplois, Travaux et infrastructures)
- Il s'inscrit parfaitement dans un contexte de **maitrise des coûts de l'énergie** quand les coûts de l'énergie sont en augmentation constante.
- **11 unités sont impliquées dans ce montage** : le complexe sportif communautaire, la piscine et son extension projetée, le collège, le gymnase, le Lycée, le CPSA, L'école élémentaire de Combours, l'école maternelle de Combours, Hyper U et Weldom. **Le besoin énergétique** est de 3500 MWh et la **longueur du réseau** est de 1650 ml.
- **La chaufferie bois est dimensionnée sur le principe de la biénergie** (2 chaudières bois de 750KWh + 1 chaudière gaz d'appoint) pour un meilleur rendement et une meilleure adaptation durant les périodes de pointe.

- **La puissance retenue est de 3470 KW** dont 78% dédiés au chauffage (le reste est dédié à l'eau chaude sanitaire)
- **L'investissement est évalué à 1 899 182 € HT.**
- **Le projet est éligible aux aides du Fonds Chaleur à hauteur de 40%, le solde restant à financer par la communauté est de 1 139 509 € HT.** Cette aide est basée sur un écart en coût de chauffage global de – 5% par rapport à la situation de référence (état actuel des consommations)
- Il est à noter que **cet écart de coût entre la solution bois et la solution actuelle** (gaz) ne fera que s'amplifier compte tenu de l'augmentation du prix des énergies. Par ailleurs, dans la solution bois, le combustible impacte beaucoup moins le coût de la chaleur (35 %) par rapport au gaz (80%).
- **Tarification de la chaleur :** Le comité de pilotage a opté préférentiellement pour une solution ajustée de manière à faire en sorte que chacun des abonnés au réseau bénéficie de la même réduction de dépense de 5% par rapport à sa consommation actuelle. Cela revient à mutualiser le gain global en ajustant le prix de l'abonnement.
- **Mode de gestion :** Le comité de pilotage a marqué sa préférence pour le mode de Gestion en Régie (en lieu et place de la DSP). Ce type de gestion permet de mieux maîtriser l'approvisionnement en bois avec ses avantages : prix, participation de la profession agricole, conservation de la plus-value sur le territoire, facteur d'émulation d'une filière bois locale. Le mode de gestion en Régie est compatible avec un contrat d'entretien passé avec un prestataire.
- **Impact environnemental :** le projet permet d'économiser 900 tonnes équivalent CO2 soit l'équivalent des émissions annuelles de 350 voitures.

Le Conseil communautaire, après délibération, et l'unanimité des suffrages exprimés a décidé de :

- **VALIDER** la poursuite du projet Chaufferie bois selon les préconisations et dispositions énumérées ci-dessus ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à engager la réalisation de cet équipement et à lancer un marché de maîtrise d'œuvre ;
- **APPROUVER** le mode de gestion en régie pour procéder à l'exploitation et à la gestion de la chaufferie bois située sur la commune de Combours ;
- **APPROUVER l'élargissement du champ de la compétence ENVIRONNEMENT** de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
« Production et distribution de chaleur : création, gestion et exploitation d'un réseau de chaleur utilisant le combustible biomasse »
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Il précise que, tout en respectant et adhérant partiellement à ce projet et dans un souci de ne pas endommager le patrimoine communal et notamment sa voirie qui reste compétence communale, la commune de COMBOURG pourrait accepter cette modification statutaire si une convention de réalisation des réseaux intervenait au préalable entre la Communauté de Communes Bretagne Romantique et la Commune de COMBOURG.

Entendu l'exposé de Monsieur Le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu la délibération n°A_59_2012 du conseil communautaire en séance du 24 mai 2012 approuvant le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes concernant la compétence Environnement et pour laquelle 5 délégués communautaires de Combours s'étaient abstenus ;

DECIDE :

- **D'APPROUVER l'élargissement du champ de la compétence ENVIRONNEMENT** de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
« Production et distribution de chaleur : création, gestion et exploitation d'un réseau de chaleur utilisant le combustible biomasse » à condition qu'une convention d'utilisation des voiries pour la réalisation des réseaux intervienne, étant précisé que la commune maintiendra sa compétence voirie dans son intégralité et se réservera le droit d'approuver ou de refuser toute convention pour le développement du réseau chaleur.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération dans un respect strict de celle-ci.

12-141) CONVENTION VILLE/ ASSOCIATION « CENTRE CULTUREL ET DE LOISIRS » – AVENANT 3

Rapporteur : M Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération en date du 26 juin 1984, celui-ci a concédé à l'« AGACCLC » (Association pour la **G**estion et l'**A**nimation du **C**entre **C**ulturel et de **L**oisirs de **C**ombourg) aujourd'hui dénommée « Centre Culturel et de Loisirs » la gestion et l'animation du centre culturel, situé Place Piquette à Combours, selon les dispositions d'une convention en date du 1^{er} juillet 1980 et des avenants 1 et 2.

La construction de la nouvelle médiathèque, située rue du Linon, a permis la libération de deux salles dans le bâtiment situé Place Piquette qui hébergeaient l'ancienne bibliothèque. Le Centre Culturel ayant toujours une volonté d'être au service du public de Combours en proposant des animations diverses et variées tout au long de l'année et en offrant des créneaux à différentes associations reste l'utilisateur privilégié de ce site.

Le bâtiment sis Place Piquette, appartenant à la commune, cette dernière prendra à sa charge la gestion pour l'utilisation des salles, pour les diverses associations combourgeoises de plus en plus nombreuses, en partenariat avec l'Association « Centre Culturel et de Loisirs » qui est impliquée depuis de nombreuses années dans la gestion de ce bâtiment.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de modifier les articles de la convention du 1^{er} juillet 1980 de la manière suivante :

Article 1 : Objet

La commune de Combours met à la disposition de l'association « Centre Culturel et de Loisirs » un bâtiment situé Place Piquette, afin que cette dernière en assume la gestion en partenariat avec la commune. Ce bâtiment comprend 4 salles (une salle de danse – une salle de musique et deux salles moquette) et 2 espaces cuisine-sanitaires tel que le dit immeuble existe.

La suite de l'article reste inchangée.

Article 18 : Location

Cet article est supprimé

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** de modifier les articles de la convention entre le Centre Culturel et de Loisirs et la Commune tels que présentés ci-dessus.
- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant n° 3 à la convention précitée.

12-142) MISE A DISPOSITION DES SALLES DU BATIMENT, SITUE PLACE PIQUETTE, A D'AUTRES ORGANISMES

Rapporteur : M Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 12-141 en date du 3 Septembre 2012, le Conseil Municipal a décidé la suppression de l'article 18 de la convention entre le Centre Culturel et de Loisirs et la Commune concernant la location des salles du Centre Culturel.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de l'autoriser à signer toute convention de mise à disposition des salles, non utilisées par « l'association Centre Culturel et de Loisirs », pour des réunions autres qu'associatives. En cas de location à titre payant, le Conseil Municipal sera sollicité ultérieurement pour en fixer le(s) tarif(s).

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions

12-143) DÉMATÉRIALISATION DE LA PAYE - CONVENTION TRIPARTITE AVEC LA TRESORERIE DE TINTENIAC ET LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la dématérialisation des échanges administratifs est une démarche amorcée il y a plusieurs années par l'Etat et les collectivités locales, démarche dans laquelle la commune de Combours s'est inscrite au plus tôt pour anticiper les contraintes réglementaires posées par ce vaste projet.

Les flux générés par les échanges des pièces administratives constituent une masse documentaire importante. Leur dématérialisation répond à plusieurs enjeux :

- la réduction des coûts : papier, stockage, affranchissement
- la rationalisation des flux grâce à la normalisation des échanges
- la suppression des tâches sans valeur ajoutée

Plusieurs étapes ont déjà été réalisées par la commune ces cinq dernières années, essentiellement liées à la gestion des procédures de marchés publics et à l'envoi des actes au contrôle de légalité. L'objectif à terme est la dématérialisation de bout en bout des échanges administratifs, c'est-à-dire que toutes les phases du cycle de gestion d'un document, de sa création jusqu'à son archivage, soit géré de manière électronique.

La dématérialisation de la chaîne financière et comptable est un maillon incontournable de cette chaîne de dématérialisation, et constitue la prochaine étape à accomplir. Ce vaste chantier nécessite notamment une mise aux normes des écritures comptables de la commune afin qu'elles puissent être intégrés par la Trésorerie. La qualité comptable de la commune est un pré requis indispensable au passage au Protocole d'Echange Standard (PES), un format d'échange de données différent de celui utilisé aujourd'hui et qui permettra de supprimer les envois papiers.

Pour mener à bien la suite de ce projet, la commune s'attache désormais à définir une organisation pour dématérialiser les pièces justificatives comptables et va faire l'acquisition de certificats de signature électronique nécessaires à l'authentification des échanges.

Cependant, le premier palier de cette dématérialisation de la chaîne financière et comptable concerne le processus de la paye. Des tests techniques ont fait l'objet d'échanges entre la commune, la trésorerie de Tinténac et la Chambre Régionale des Comptes. Ces tests ont abouti à une validation des données, ce qui va permettre de transférer à partir de ce mois de septembre les états de la paye sous forme dématérialisée. C'est ainsi que près de 2000 pages par an n'auront plus à être éditées et transférées auprès de la trésorerie pour ce premier palier. Il convient au préalable de signer un accord local de dématérialisation entre la commune de Combours, la trésorerie de Tinténac et la Chambre Régionale des Comptes.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer la convention d'accord local de dématérialisation concernant les états de paye.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'accord local de dématérialisation concernant les états de paye.

12-144) RELOCALISATION DE LA BRIGADE FERROVIAIRE – CHOIX DU PRESTATATAIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil que, dans le cadre des travaux d'aménagement de la gare de Combours, le bâtiment qui abrite la brigade ferroviaire doit être détruit car il est situé sur l'emprise d'un futur parc de stationnement.

Ce bâtiment, d'une longueur d'environ 8.00 m de longueur pour 6.50 m de largeur, sur un seul niveau, se compose principalement d'un espace cuisine/bureau, de sanitaires et de vestiaires.

La commune s'est engagée auprès de Réseau Ferré de France (RFF), propriétaire du bâtiment, à relocaliser la brigade, sur la base de l'existant, à l'arrière du parvis situé au nord-est des voies.

Une consultation a été lancée pour la fourniture et l'installation d'un bâtiment modulaire d'une surface de 50 m² décomposée comme suit :

- Salle commune (bureau, restauration) : 25 m²
- Vestiaires : 9 places soit 18 casiers : environ 12 m²
- Sanitaires : 1 douches, 1 WC, 2 lavabos, environ 13 m²

Quatre offres ont été reçues sur la base du cahier des charges proposé :

	Surface proposée	Coût HT	Observations
PORTAKABIN 35230 ORGERES	53,78 m ²	42 073 €	Module en longueur (14,3m x 3,75m)
A2M 35740 PACE	49,28 m ²	33 714 €	Implantation compacte Coloris blanc RT 2005 Vestiaires intégrés
ALGECO 44860 PONT ST MARTIN	73 m ²	51 000 €	Surfaces importantes par rapport au programme (50 m ²)
Yves COUGNAUD 85035 LA ROCHE / YON	50,08 m ²	29 967 €	Implantation compacte RT 2005

Le pouvoir adjudicateur a choisi l'offre de la société A2M de Pacé pour un montant de 33 714,50 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-145) EXTENSION DE L'ÉCOLE MATERNELLE – ATTRIBUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que la commune a entrepris la réalisation d'une extension de l'école maternelle Pauline Kergomard, les locaux étant trop exigus pour faire face à l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés chaque année.

Le cabinet d'architectes Gumiaux & Gombeau de Bréal sous Montfort, retenu pour conduire les études de maîtrise d'œuvre, a finalisé la conception du bâtiment, dont l'Avant-Projet Détaillé (APD) a été validé lors du Conseil Municipal du 9 novembre 2011.

Les marchés de travaux ont été dévolus en marché à procédure adaptée (MAPA), suivant les règles de l'article 28 du Code des Marchés Publics. Le dossier de Consultation des entreprises (DCE) a été mis à disposition sur le profil acheteur de la commune de la plateforme e-mégalis en date du 26 avril 2012. L'avis de publicité a été diffusé sur cette plateforme et dans Ouest –France 35 à cette même date.

La limite de réception des offres était fixée au 30 mai 2012 à 12h00. 91 DCE ont été retirés : 67 par téléchargement sur la plateforme de dématérialisation, et 24 au format papier. Le registre de dépôt fait mention de la réception de 43 offres remises dans les délais, dont 4 offres électroniques. Toutes ont été remises dans les délais.

Un classement par ordre décroissant des offres économiquement les plus avantageuses a été établi conformément aux critères pondérés suivants :

- La valeur technique des prestations pour 60%
- L'offre de prix pour 40%

Le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) s'est réuni le jeudi 28 juin 2012 pour l'examen des offres. Suite à la présentation de l'analyse par le cabinet Gumiaux & Gombeau, le comité a émis un avis favorable pour les propositions du maître d'œuvre.

Après avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées, le pouvoir adjudicateur a décidé l'attribution des lots aux entreprises, comme suit :

Entreprises	Lots		€ HT
DUFROST BATIMENT	lot n° 1	Gros-Œuvre	185 543,00 €
DANIEL	lot n° 2	Charpente-Bardage	96 566,35 €
DESILLES COUVERTURE	lot n° 3	Couverture-Etanchéité	78 000,00 €
SARL DES PLATANES	lot n° 4	Menuiseries Extérieures	59 930,00 €
SARL DES PLATANES	lot n° 5	Menuiseries Intérieures	21 550,00 €
SRBG	lot n° 6	Plâtrerie	21 300,00 €
COBAC	lot n° 7	Electricité	26 927,61 €
COBAC	lot n° 8	Plomberie-Sanitaire	9 398,05 €
CLIMATECH OUEST	lot n° 9	Chauffage-Ventilation	99 990,00 €
LEBLOIS ROGER	lot n° 10	Revêtement de sols	36 938,29 €
MURY	lot n° 11	Peinture	9 698,21 €
BREL	lot n° 12	Plafonds Suspendus	13 479,72 €

Le lot n°13 (métallerie) a été rendu infructueux, la seule offre remise dépassant très largement l'estimation de l'architecte. Ce lot a donc été relancé avec mise en concurrence sans publicité, avec une date limite de réception des offres fixée au 24 juillet à 12h00.

Trois entreprises ont déposé une offre, l'une d'elle ayant été retournée à l'expéditeur sans être analysée car réceptionnée hors délais.

Suite à l'analyse des offres, le Pouvoir Adjudicateur a décidé d'attribuer le marché de métallerie à l'entreprise suivante :

Entreprises	Lot	€ HT
DSJ METALLERIE	METALLERIE	32 260,00 €

Parmi les options prévues au marché, certaines ont été retenues, conformément au tableau suivant :

Désignation du lot	Intitule de l'option	Montant HT	Entreprises	Choix
LOT N° 1	Option n° 1 – démolition et arrachage des arbres existants	0,00 €	DUFROST	Retenue
LOT N° 1	Option n° 2 - démolition et arrachage des haies existantes	0,00 €	DUFROST	Retenue
LOT N° 5	Option n° 1 – Porte CF1/2 heure à vantail asymétrique	395,00 €	LES PLATANES	Non
LOT N° 5	Option n° 2 – Châssis CCF ½ heure fixe	2970,00 €	LES PLATANES	Non
LOT N° 9	Option n° 1 – remplacement des chaudières	18 649,35 €	CLIMATECH	non
LOT N° 11	Option n° 1 – Peinture sur murs extérieurs en béton banché	1 104,00 €	MURY	retenue

Le montant total des travaux, y compris options retenues, est donc de 692 623,23 € HT, soit un écart de + 0,54% avec l'estimatif prévisionnel établi par le maître d'œuvre à 688 900 € HT hors options.

Les crédits nécessaires à l'accomplissement des travaux feront l'objet d'une autorisation de programme pluriannuel et les crédits inscrits aux budgets de chaque exercice.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-146 MATERIEL DE TRANSPORT CANTINE – ACQUISITION D'UN VEHICULE NEUF ET REPRISE DE L'ANCIEN

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n°12-120 en date du 4 juillet 2012, le Conseil Municipal a pris des décisions budgétaires afin de remplacer le véhicule utilisé par le service des cantines.

Le Conseil Municipal est donc informé de l'acquisition d'un véhicule (de type Kangoo) destiné au personnel des cantines d'un montant de 10 462.60 € T.T.C. et de 290.50 € de frais annexes auprès du concessionnaire Renault de Saint-Malo, dénommé Saint-Malo Automobiles Distribution.

Ce dernier a également fait une proposition de reprise de l'ancien véhicule C15 immatriculé 4918 WV 35, datant de 1996, pour un prix de 1 794 €.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De donner une suite favorable à la proposition de reprise de l'ancien véhicule C15 par l'entreprise Saint-Malo Automobiles Distribution pour un montant de 1 794 €.
- De sortir ce bien de l'inventaire dès que la transaction sera effectuée

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions

12-147) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE - SUBVENTION DU DEPARTEMENT CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT

Rapporteur : Mme Marylène QUÉVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que le Département d'Ille-et-Vilaine conduit une politique de soutien aux établissements d'accueil collectif de la petite enfance. Le multi-accueil municipal Ribambelle peut donc faire l'objet d'une aide à son fonctionnement.

Ce soutien financier est conditionné :

- soit par l'accueil d'au moins 40% d'enfants en situation de vulnérabilité, issus de familles dont le tarif horaire ne dépasse pas 0,80 € par heure, ou d'enfants en situation de handicap relevant d'un projet d'accueil individualisé.
- soit par l'accueil de ces enfants pendant une durée cumulée au moins égale à 40% de la fréquentation totale.

Au vu du premier semestre de fonctionnement, l'établissement Ribambelle ne remplit pas ces conditions d'éligibilité, bien que des critères d'admission pour favoriser ces populations aient été mis en place. Cependant, le Département d'Ille-et-Vilaine ayant contribué au financement du bâtiment à travers les Contrats de Territoire, la commune est éligible à une subvention de fonctionnement sans conditions lors de la première année de fonctionnement.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter le soutien financier du Département d'Ille-et-Vilaine pour l'établissement multi-accueil Ribambelle.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-148) ADHESION DE NOUVELLES COMMUNES ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'EVRAU AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN DU LINON (annule et remplace la délibération n° 12-37 du 07.03.12)

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, depuis 2010, le Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon (SIBL), est porteur d'un contrat territorial de bassin versant pour répondre aux enjeux de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), du Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux Loire Bretagne (SDAGE) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rance Frémur (SAGE) en cours de révision.

Ce contrat exige une coordination et mutualisation des actions et travaux à l'ensemble du bassin versant. Or, les têtes de bassin versant ainsi que le Linon aval qui se trouve dans le département des Côtes d'Armor, sont exclus du territoire de compétence du Syndicat du Linon du fait de la non-adhésion des communes présentes.

Les 5 communes suivantes du bassin versant du Linon, Vignoc, Lourmais, Plesder, St Symphorien et Hédé/Bazouges ont délibéré favorablement à l'adhésion au Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon ainsi que la communauté de communes du Pays d'Evran en lieu et place des communes d'Evran et St Judoce

Lors de sa séance du 11 juillet 2012, le comité syndical a émis un avis favorable à l'adhésion des 5 communes et de la communauté de communes d'Evran en lieu et place de communes de St Judoce et d'Evran.

Cette extension s'inscrit également dans le cadre de la mutualisation et cohérence territoriale demandée par la loi de réforme des collectivités territoriales.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de :

- **DONNER un AVIS FAVORABLE** à l'adhésion au Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon des 5 communes d'Ille et Vilaine, Vignoc, Lourmais, Plesder, St Symphorien et Hédé/Bazouges, ainsi qu'à l'adhésion de la communauté de communes de Pays d'Evran en lieu et place des communes d'Evran et de St Judoce.
- **D'ANNULER** la délibération précédente n° 12-37 en date du 7 Mars 2012.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-149) SMICTOM - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS – EXERCICE 2011

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 2000-404 du 12 Mai 2000 (J.O. du 14 Mai 2000), le SMICTOM des cantons de Bécherel, Combourg, Hédé et Tinténiac a établi un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Ce rapport annuel sur l'exploitation des services publics de collecte et de traitement des ordures ménagères répond aux articles L 1411-13, L 2312-1, L 2224-5 et L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces textes précisent que chaque Président d'Etablissement de Coopération Intercommunale, chaque Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers avant de le mettre à disposition du public.

Ce rapport annuel d'activité de l'année 2011, comprend les éléments suivants :

- l'organisation du SMICTOM
- des indicateurs techniques
- des indicateurs financiers
- les actions principales à suivre pour 2012.

Il en ressort principalement :

- 23 113 tonnes produites par les 55 029 habitants du territoire du SMICTOM, soit 420 kg/hab/an, soit 30 % en dessous de la moyenne nationale. 87 % de ces déchets sont valorisés (valorisation matière, agronomique ou énergétique)
- 9 622 tonnes de ces déchets ont été incinérées à l'usine d'incinération de Taden, soit une production par habitant en légère diminution avec 175kg/hab/an
- Grâce à la collecte sélective, 4 356 tonnes ont été recyclées, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à 2010. Le taux de refus calculé par rapport au tonnage trié est de seulement 7,8 %
- 9 135 tonnes de déchets ont été collectées au niveau des déchèteries, soit une hausse importante de 20 %. Le ratio annuel par habitant est toutefois de seulement 166 kg, soit une production nettement inférieure à celle de voisins (SMICTOM centre Ouest et Les Forêts, respectivement 257 kg et 319 kg)
- Au 31 décembre 2011, 20 470 bacs, propriété de Plastic Omnium, étaient en place, pour un volume de 2 875 m³ (bacs individuels et collectifs). 77 % des foyers sont équipés de bacs individuels, principalement en bac de 60 et 80 litres.
- Le coût net à la tonne s'établit à 134,50 €, soit 56,50 €/habitant. Grâce à une augmentation sensible des recettes liées au recyclage et à une optimisation des coûts d'exploitation

Ce rapport est donc présenté au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 05.

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 3 SEPTEMBRE 2012

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Adoption du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées concernant la piscine de Combourg
3. Demande de dissolution du Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combourg (SIGeP)
4. Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique, Elargissement de la compétence Environnement
5. Convention Ville/Association Centre Culturel et de Loisirs – Avenant n° 3
6. Mise à disposition des salles du bâtiment, situé Place Piquette, à d'autres organismes
7. Dématérialisation de la paye – convention tripartite avec la Trésorerie de Tinténiac et la Chambre Régionale des Comptes
8. Relocalisation de la Brigade ferroviaire – Choix du prestataire
9. Extension de l'école maternelle – Attribution des marchés de travaux
10. Matériel de transport cantine – Acquisition d'un véhicule neuf et reprise de l'ancien
11. Service d'accueil de la Petite Enfance – Subvention du Département concernant le fonctionnement
12. Adhésion de nouvelles communes et de la Communauté de Communes du Pays d'Evran au Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon
13. SMICTOM – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Exercice 2011